



Lomé, le 5 février 2024

## **Le report de l'élection présidentielle du 25 février au Sénégal :** **Une situation regrettable mais rachatable**

L'Organisation régionale africaine de la Confédération syndicale internationale (CSI-Afrique [www.ituc-africa.org](http://www.ituc-africa.org)) suit depuis un certain temps la situation politique au Sénégal. Elle est particulièrement préoccupée par l'annonce faite par le Président Macky Sall le 3 février 2024, informant la nation du brusque report de l'élection présidentielle initialement prévue pour le 25 février 2024. Ce report a provoqué une crise politique qui aurait pu être évitée.

Notre inquiétude se traduit par le fait que la menace qui pèse sur la paix et la stabilité politique au Sénégal aurait pu être évitée. Cette menace s'inscrit dans un contexte inquiétant d'instabilité politique dans la sous-région ouest-africaine et sur le continent. Nous sommes conscients de la nécessité de préserver l'excellent bilan du Sénégal quant à sa démocratie émergente, pacifique, inclusive et participative, qui est une source d'inspiration pour d'autres démocraties dans la sous-région et sur le continent.

En ce moment, le sentiment général dans le pays est que ce report ressemble à une manœuvre politique excessive et qu'il provoque une perte de confiance importante dans le processus politique et alimente le mécontentement, la colère et les protestations.

Dans leur message opportun, patriotique et réconciliateur, nos affiliés sénégalais proposent des moyens pragmatiques de résoudre la crise du report de l'élection. Nous sommes fiers de constater que leur appel est solidement et à juste titre ancré dans la nécessité d'adopter le mécanisme d'un véritable dialogue inclusif, qui a fait ses preuves. Nous soutenons fermement leurs propositions, que nous aimerions rappeler:

1. La convocation urgente d'un dialogue national pour discuter et résoudre les questions politiques nationales litigieuses.
2. La mise en place d'une Haute Autorité composée de personnalités indépendantes et politiquement non alignées, chargée d'organiser un dialogue national inclusif et une élection présidentielle pacifique, transparente et inclusive.
3. Un appel à la libération inconditionnelle de tous les prisonniers politiques afin qu'ils puissent participer librement au dialogue national et poursuivre leurs ambitions politiques légitimes.

4. Le gouvernement devrait faire un effort conscient et sincère pour s'assurer que toutes les parties prenantes, y compris les travailleurs et les organisations syndicales, sont consultées dans le cadre du processus de dialogue national.
5. Le gouvernement devrait cesser toute mesure d'obstruction à la participation libre et effective des médias et des citoyens à l'information et à la participation au processus politique.

Nous demandons instamment au gouvernement sénégalais d'accepter ces propositions et de prendre rapidement des mesures pour les mettre en œuvre. Nous sommes convaincus que cela permettra de rallier la population et de rétablir la confiance. Tout en invitant chacun à rester vigilant, nous appelons tous les acteurs politiques au calme et à la retenue afin de ne pas enflammer les esprits. Ça ira bien. Que Dieu bénisse le Sénégal. Que Dieu bénisse l'Afrique.  
Signé Akhator Joel ODIGIE, Secrétaire général de la CSI-Afrique, et publié le 5 février 2024.



**Le Secrétaire Général**

**Akhator Joel ODIGIE**